

# IMPACT COMMUNISTE



Journal du Parti Communiste Français

JUIN 2018

Section de Saint-Martin-d'Hères, Gières, Poisat, Venon, Saint-Martin-d'Uriage

*Dans les luttes, cheminots, usagers,  
salariés du public et du privé,*

*STOPPONS la politique de casse sociale et  
de privatisation à marche forcée de Macron !*



## PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

### MOBILISÉ :

#### POUR LA PAIX

PLUS UN SEUL SOLDAT FRANÇAIS HORS DE FRANCE, SORTIE DE L'OTAN, CONTRE LE NUCLÉAIRE MILITAIRE, CONTRE LES GUERRES IMPÉRIALISTES, POUR L'INTERNATIONALISME ET LA COOPÉRATION ENTRE LES PEUPLES - LE CAPITALISME MONDIALISÉ, C'EST LA GUERRE

#### POUR LA SÉCU ET LES SERVICES PUBLICS

CONTRE LA PRIVATISATION DE LA SANTÉ, UN SERVICE PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ POUR TOUS ET POUR LES SERVICES ET MONOPLES PUBLICS DANS LEUR ENSEMBLE : ÉDUCATION, FINANCES, LOGEMENT, ÉNERGIES, TRANSPORTS... POUR LA RETRAITE À 60 ANS AVEC 37,5 ANNUITÉS

#### POUR LES SALAIRES

POUR UN EMPLOI POUR TOUS AVEC UN SALAIRE DÉCENT, NATIONALISATION DES SECTEURS CLÉS POUR PRÉSERVER L'EMPLOI ET L'INDUSTRIE, CONTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES DIRECTIVES, SUPPRESSION DES PLUS DE 200 MILLIARDS DE CADEAUX FISCAUX ANNUELS AU PATRONAT

#### POUR L'AVENIR

POUR LE SOCIALISME : LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE DES MOYENS DE PRODUCTION POUR L'ADAPTER AFIN DE SATISFAIRE LES BESOINS MATÉRIELS ET INTELLECTUELS DE CHACUN, POUR L'EXERCICE DU POUVOIR POLITIQUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE ET SES ALLIÉS

*Ripostons  
en organisant  
les luttes !*

**ADHÈRE  
AU PCF**

# Sommaire

- Page 3** Macron & Cie : Arrêtons-les ou bien ils vont faire un massacre !
- Page 4** Pour des conditions de vie et de travail dignes !
- Page 5** SNCF - Finances Publiques - Carrefour - Air France etc... : Ils luttent, c'est la convergence !
- Page 6** Pour l'abandon du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu
- Page 7** Pour défendre notre Sécurité Sociale par son FINANCEMENT socialisé et l'Hôpital public
- Pages 8-9** Les forces existent, toujours et encore davantage pour mettre KO « le pacte ferroviaire » !
- Page 10** Exemple de l'ouverture à la concurrence de l'Énergie (EDF-GDF) General Electric-Hydro, ex Alstom-Neyrpic !  
Jamais un mot d'ordre de nationalisation n'a eu autant de sens !
- Page 11** Lutter contre la casse des services publics de proximité par la mise en place des métropoles
- Page 12** L'École sous la tutelle du Medef c'est non !  
Les convergences entre hospitaliers et cheminots ? Elles ne sont pas difficiles à trouver !
- Page 13** La convergence des luttes pour stopper le massacre de Macron !!
- Page 14** Pour la paix : combattre le colonialisme, l'impérialisme, sous toutes ses formes d'où qu'ils viennent !
- Page 15** Réaffirmer la nécessité de rupture avec l'UE du capital

## Macron & Cie : Arrêtons-les ou bien ils vont faire un massacre !

3

Ceux qui pensaient, il y a un an, qu'avec Macron, « le changement, ce serait maintenant » se sont lourdement trompés.

Certes, ils étaient peu nombreux : 1 sixième des électeurs inscrits au 1er tour de la présidentielle et encore, parmi eux, ceux qui ont le moins intérêt au changement. Avec sa majorité à l'Assemblée d'opportunistes et de godillots, élus à la faveur d'une abstention record, Macron n'a pas de légitimité pour continuer à casser les acquis sociaux et économiques du pays au profit du grand capital international.

Macron poursuit et complète l'œuvre de Sarkozy et de Hollande. Pas de surprise, sous le premier, il était coordinateur de la « Commission Attali » puis banquier chez Rothschild (en charge notamment de préparer la vente d'Alstom-énergie). Sous le second, il a été conseiller du Président puis le ministre de l'économie qui a, entre autres, couvert la vente d'Alstom-énergie à General Electric (des centaines d'emplois et de technologies supprimés en France – maintenant c'est au tour d'Alstom-ferroviaire) et lancé les « Cars Macron » pour couler les trains régionaux (déjà ! – il ne fera pas croire aujourd'hui qu'il veut épargner les « petites lignes » ferroviaires).

### La politique de Macron pèse déjà très lourd sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

La hausse de la CSG s'abat notamment sur les retraités. L'envolée des taxes pseudos « écologiques » sur les carburants et le gaz prive en moyenne les ménages de 600 euros par an. La « suppression » progressive de la Taxe d'habitation est compensée par les contribuables eux-mêmes via le budget de l'Etat. Un nouvel impôt local est à l'étude. La plus grosse arnaque, aux dépens des ménages, aussi des petites entreprises, des finances publiques et de la sécurité sociale, c'est le passage au « prélèvement à la source » en 2019 (nous devons toujours faire nos déclarations de revenu).

### « En même temps », Macron :

- a supprimé l'ISF sur les fortunes financières, diminué les impôts des spéculateurs.
- organise la pénurie de moyens qui s'étend pour les hôpitaux. Alors que les dépenses d'armement pour faire la police dans le monde se sont encore accrues.
- attaque les quelques moyens de contrôle du Parlement français (avec ses ordonnances, son projet de loi institutionnelle), renforce ce qu'il faut appeler le contrôle d'Etat sur la désinformation (« Fakes News ») et museler l'audiovisuel public.
- veut préparer, avec Mme Merkel, un accroissement des pouvoirs de l'UE des capitalistes.

### Rien n'a changé alors ? Si, la communication et la mise en scène politiques !

Là où Hollande pratiquait la présidence lénifiante, Macron pratique la présidence arrogante (dont le mépris pour les « gens qui ne sont rien »).

Le système a « inventé » Macron pour contourner l'épuisement du modèle de l'alternance « gauche » / droite pour mener, à tour de rôle, la même politique.

Aujourd'hui, droite et extrême-droite sont incapables de masquer leur accord avec la politique économique et sociale de Macron.

Elles attendent leur heure pour, dangereusement, utiliser des questions, comme celle de l'immigration, pour détourner la protestation populaire.

La « gauche » institutionnelle, héritière de Mitterrand, de Jospin et de Hollande, commence juste à se refaire une virginité et mettre en avant de nouvelles têtes, qui jouent la posture « populiste » ou la posture traditionnellement social-démocrate.

### Dans la période avec la locomotive cheminote !

La bataille pour l'avenir de la SNCF n'est pas seulement l'affaire des cheminots ! La sympathie pour leur grève ne suffit pas. Nous ne sommes pas pour la « grève par procuration ». Nous vous proposons d'agir, autour de vous, dans vos entreprises, en partant de vos revendications face à la politique au service du patronat.

Signez la pétition en ligne, pour l'avenir d'un service public nationalisé SNCF :

<https://snf-stop-concurrence.fr/>

## Pour des conditions de vie et de travail dignes !

### Macron, le président qui méprise

« **les gens qui ne sont rien** », pour lui et nos luttes.

Si Macron poursuit bien les politiques de Sarkozy puis de Hollande, le ton change : Macron le président des milliardaires qui méprise le peuple. Macron aurait pu dire « **ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent des brioches.** »

En effet, que de dédain affiché par Macron pour les gens à très petits revenus qui tentent de survivre. Cela même qui touchent les APL. Dans une émission sur France 3 diffusé le 7 mai, Macron montre son mépris des gens qui comptent chaque centime d'euros. Quelle honte pour un président de la république de ne pas comprendre pourquoi 50 € d'APL, c'est vital. Nous, communistes, savons que 50€ peut faire toute la différence entre manger un peu ou ne rien manger.

Mais comment cet ancien banquier de Rothschild peut-il comprendre ? Pour lui 50€ c'est de la petite monnaie. Il a gagné, en 18 mois, chez Rothschild, 2.4 millions d'euros. Il porte sur lui,

**Ne nous laissons pas écraser, luttons pour le stopper.**

plus de 10 000€, de quoi faire vivre 8 familles de Smicard martinéroises pendant un mois. (Un costume 1 500 euros, une montre Cartier d'au moins 6 500€, une paire de chaussure à 1 400 €). Il a dépensé pendant sa campagne près de 40 000 € en frais vestimentaires et maquillage.

Dans cette interview, il a marqué sa volonté de rabaisser toutes nos luttes actuelles et les organisations syndicales, en prétendant que nous luttons juste parce que ne reconnaissons plus l'odeur de notre société. Nous compare-t-il à des animaux qui marquent leur territoire avec leurs odeurs ? Ou à des imbéciles ? Odieux !

Des présidents riches nous en avons déjà eu. Mais ce niveau de mépris pour le peuple qu'il devrait représenter n'a jamais été atteint. Macron le confirme sur le fond comme sur la forme il est bien le président des très riches qui nous méprisent.



**Alors que la politique de Macron pèse déjà très lourd sur le pouvoir d'achat des travailleurs,** citons encore les attaques contre le droit à la mobilité que représente le nouveau contrôle technique ou la limitation à 80 km/h des vitesses (et le dangereux allongement des temps de parcours) sur des routes dont l'Etat ne veut plus payer l'entretien, comme il n'a pas voulu payer l'entretien des voies du réseau SNCF où les trains roulent plus lentement qu'en 1900...

### Le contrôle technique des véhicules anciens attaque frontalement les travailleurs :

Encore une directive européenne contre les salariés qui ne peuvent ni changer ni réparer leur voiture et acceptée par le gouvernement français. Par exemple, pour un pare-choc endommagé, la voiture ne passera pas le contrôle technique (CT). Elle sera immobilisée le jour même du CT. Alors que le coût et le trajet domicile/travail devraient être à la charge des entreprises, que les salaires sont trop bas et que les voitures à petits prix n'existent pas, ils perdrons leur seul moyen d'aller travailler. Ceux qui bossent en 3 X 8 ou en 2 X 12, ont besoin de leur véhicule. Rajoutons que ce nouveau CT est plus cher de 15 à 20% et que l'obligation de la contre-visite est étendue à 80% des cas : un surcoût pour les salariés. Cette mesure est inacceptable !

## SNCF – Finances Publiques – Carrefour – Air France etc.. Ils luttent, c'est la convergence !

### Mettre KO le « pacte ferroviaire » !

Les forces existent, toujours et encore davantage !

On nous excusera la métaphore de la boxe suggérée par les « rounds » de grève. Elle nous semble bien illustrer la situation.

D'un côté, Macron/Philippe ne font qu'esquiver, poussé dans les cordes par la lutte cheminote. Ils jouent la montre et espère gagner aux points, sur le tapis vert, sachant les arbitres et les juges vendus : leurs parlementaires, la plupart des élus, les médias.

**De l'autre côté, les cheminots dominent le jeu sur le fond : la dénonciation de la stratégie de concurrence et privatisation.** Ils cherchent l'occasion décisive du KO. Le public leur est plutôt favorable mais sans encore s'engager dans la convergence des luttes.



### Bravo les salariés en lutte de Carrefour

Mobilisation massive de 80% à 90% des salariés exploités de la chaîne d'hypermarché Carrefour. A l'heure des mobilisations de tous les secteurs sur leurs revendications propres autour des luttes des cheminots et des fonctionnaires. Bravo ! Construisons de partout des luttes !

### Air France : la majorité silencieuse désavoue le PDG.

La défaite patronale à Air France vient à point nommé renforcer la lutte contre la fin du monopole public SNCF du rail, la transformation de la SNCF en sociétés anonymes et la casse des acquis sociaux des cheminots.

La défense de ce qui reste du service public Air France et sa reconquête sont plus que jamais à l'ordre du jour.

**La lutte des grévistes peut et doit s'étendre pour les salaires et l'avenir du transport aérien.**



### Les agents des finances publiques luttent !

Ils ont commencé le 22 mars et continuent pour leurs emplois, leurs salaires, leur statut, le maintien de toutes les missions et des services, leurs conditions de travail. Ils luttent pour remplir l'intégralité de leurs missions dans des conditions honorables !

**Les cadeaux fiscaux c'est pour les plus riches** (exonération d'ISF pour les gros porteurs de valeurs mobilières, les spéculateurs) et les files d'attente qui s'allongent pour les autres parce qu'il y a moins d'agents pour les accueillir.

Un plan social est annoncé moins 18 000 à 20 000 emplois aux finances publiques.

**Demain, c'est aussi, la fermeture des trésoreries de Saint-Martin-d'Hères, Echirolles, Fontaine, etc.** Une attaque sans précédent sur cette administration, ses agents et ses missions !

**SALAIRES, LOGEMENT  
SÉCURITÉ SOCIALE, SERVICES PUBLICS**

**LA RUPTURE PASSE**

**PAR LES LUTTES**

**ADHÉREZ !**   
Parti communiste français

## Pour l'abandon du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu



**Refusons la fusion CSG/impôt sur le revenu (IR). Non à la retenue de l'IR à la source qui, entre autres la prépare !**

Non également à toute logique de « baisse du coût du travail », aux dépens du salaire socialisé et de la Sécu (c'est pour cela aussi que nous sommes opposés à la fausse bonne idée de la « modulation des cotisations sociales suivant les politiques d'emploi des patrons).

**Du travail pour les jeunes !  
Retraite à 60 ans !  
37 annuités , c'est bien suffisant !**

**Exigeons la perspective d'une prise en charge à 100% des soins par l'assurance maladie en tenant compte des situations et acquis spécifiques de certains régimes et mutuelles.**



### Pour l'abandon du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

**Les déclarations de revenu arrivent. Nouveautés, elles sont censées anticiper la mise en place du prélèvement à la source (P.A.S.)** à partir du 1er janvier 2019. Personne ne s'y retrouve : c'est normal. Il n'y a qu'à voir comment le ministre Darmanin s'emmêle lui-même les pédales à la télé. Le seul argument avancé par le gouvernement, la « simplification » ne tient pas une seconde.

**Simplification, faux ! Contemporain, faux ! Année blanche, faux !**

Du ministre au directeur général des finances publiques, tous, ont beaucoup de mal à justifier la mise en place de cette nouvelle méthode de collecte de l'impôt sur le revenu (PAS), comme d'en expliquer les ressorts.

**Entre autres, le PAS met fin aux délais de paiement lorsque les contribuables ont des difficultés temporaires.** Votre impôt aura bien été prélevé mais vous ne pourrez peut-être pas payer votre loyer, eau ou électricité, etc.

**Pour comprendre pourquoi tous les contribuables ont intérêt à demander l'abandon immédiat du PAS** lisez sur notre site internet nos deux articles.



**Exigeons le rétablissement des ressources de l'assurance maladie et de l'ensemble de la Sécurité sociale avec la suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales (41 milliards d'euros par an).**

## Pour défendre NOTRE Sécurité Sociale par son FINANCEMENT socialisé et l'hôpital public

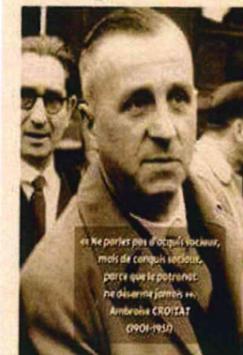
**Macron,**

**le président des riches organise, aussi, la pénurie de moyens qui s'étend pour les hôpitaux.**

**Alors que les dépenses d'armement pour faire la police dans le monde se sont encore accrues.**

### Le saviez-vous ?

La France a eu un jour un ministre du travail qui savait ce que travailler veut dire.  
Dès l'âge de 13 ans, il avait travaillé en usine.



Il s'appelait Ambroise Croizat. Nous lui devons :

- la Sécurité Sociale
- la retraite par répartition
- les comités d'entreprise
- les conventions collectives
- la réglementation sur les heures supplémentaires
- la médecine du travail

**Commençons par reprendre nos 200 milliards d'euros d'exonération de la part patronale de nos salaires socialisés qui ont été pris sur nos salaires et livrés au patronat.** Communistes, nous disons que le patronat doit participer majoritairement au financement de la Sécurité Sociale tant que nous serons dans un système capitaliste. Il doit payer sa part de notre salaire socialisé. Ainsi, le FINANCEMENT de la Sécurité Sociale par nos salaires socialisés rend légitime notre revendication à gérer nous-mêmes la Sécurité Sociale afin de l'affranchir totalement de l'appétit des patrons et des changements politiques !

**La situation à l'hôpital public** devient intenable pour les personnels. La baisse de l'offre de soins a largement atteint la limite, rendant impossible le maintien de la qualité de ceux-ci. Cette tendance lourde correspond à un choix politique des gouvernements successifs.

D'un côté, ils transfèrent l'argent des cotisations maladies vers les profits patronaux. De l'autre, en attaquant le service public – hôpitaux et centres de santé – ils font le lit de la marchandisation de la santé, au seul bénéfice des structures privées.

La loi Bachelot HPST de 2008, a ouvert un cadre nouveau pour l'élimination méthodique des structures de santé publiques. La loi Touraine le déploie avec les nouvelles prérogatives arbitraires accordées aux agences régionales de santé, notamment les « groupements hospitaliers de territoire ».

Les hôpitaux se voient ainsi imposer, au niveau régional, les objectifs d'un plan triennal d'économies. Suppressions de lits, patients poussés dehors après une nuit d'hospitalisation, services fusionnés, supprimés, transférés à 30 ou 80 km : voilà le résultat de cette politique.

**Pour défendre l'hôpital public, l'offre de santé remboursée, l'Assurance maladie, un rapport de force considérable existe parmi les professionnels comme dans le pays !** Les dizaines de mobilisations, quasi-simultanées dans toute la France, pour défendre un hôpital, un service, contre la logique des lois Bachelot/Touraine, des « groupements hospitaliers de territoire ». En 2015, une mobilisation inédite s'est élevée contre le plan Hirsch à l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris et le directeur général a dû faire marche arrière.

**Exigeons la suppression de la tarification à l'activité dont les effets pervers ont été calculés pour faire le jeu du privé et transformer les hôpitaux publics en entreprises et l'abrogation des lois Touraine et Bachelot (HPST).**

## Les forces existent, toujours et encore davantage pour :

### Pourquoi tous les salariés ont intérêt à la victoire des cheminots ?

Macron et Philippe ont choisi d'attaquer en premier, les cheminots. Ils ouvrent le rail à la concurrence.

Ils comptent casser leur convention collective, leur statut garants de notre service public SNCF.

Après ils passent aux suivants, NOUS !

La force de la lutte des cheminots, le soutien des usagers et de la population permettent d'imaginer renverser le calcul du pouvoir.

Faire passer les cheminots pour des « privilégiés » ne passe toujours pas. Le pouvoir a cherché à diviser les grévistes et les non grévistes. Encore raté, 94,97% des 61,15% cheminots qui ont pu participer au « *Vot'action* » s'opposent à la réforme de Macron. Voilà de quoi, donner à cette lutte un nouveau souffle pour obtenir le retrait de cette « réforme » néfaste pour le service public.

Le gouvernement n'a pas encore gagné la partie. **Cette locomotive de lutte est importante**, parce que, derrière c'est CAP 22 l'attaque destructrice contre les fonctionnaires et leurs services publics. Une nouvelle étape de démantèlement des régimes de retraite se prépare pour tous. Alors que nos retraites sont plombées par la décote et l'allongement des annuités. Aucun doute, tous les salariés ont intérêt à la victoire des cheminots pour casser les attaques à venir.

**Le point central du projet de gouvernement et de l'UE est celui qu'ils veulent le plus effacer du débat : la concurrence, la fin du monopole public SNCF sur le transport de voyageurs !**



**Le gouvernement joue la montre :** de projets d'ordonnance en amendements, il espace ses annonces -des pétards mouillés – présentant comme des concessions, des données acquises dès le départ.

**C'est en particulier le cas de la reprise de la dette de la SNCF.** Depuis le début, il est clair que le pouvoir va la faire payer aux contribuables, aux usagers et aux salariés et non aux futurs actionnaires des sociétés anonymes issues de la SNCF !

Leurs reculs dans le calendrier antisocial sont à prendre comme autant de signes de faiblesse et d'**appel au rassemblement des salariés.**

La privatisation totale d'Aéroport de Paris a été repoussée. Les annonces sur le nouveau plan de casse des retraites a des mois de retard.

**Le « pacte ferroviaire » c'est des abaissements des conditions de travail violentes pour tous :** 1 - les non statutaires sur les lignes privatisées, 2 - les nouveaux embauchés hors statut à la SNCF, 3 - les statutaires sur les lignes privatisées, 4 - les statutaires sur les lignes restant SNCF.

### Vœu voté par David Queiros et son conseil municipal pour l'avenir du service public nationalisé SNCF

**En soutien aux cheminots en lutte depuis le 3 avril**, Diana Kdouh, élue de la majorité communiste de la ville, était présente le 28 avril à l'assemblée générale des cheminots grévistes du site de Grenoble. Elle a présenté le vœu pour l'avenir du service public nationalisé SNCF voté le 25 avril 2018. Le vœu a été applaudi par les cheminots.

**A travers ce vœu, la ville de Saint-Martin-d'Hères défend le maintien du monopole public SNCF du transport de voyageurs, le retour au monopole public SNCF du transport de marchandises et demande au gouvernement de retirer son projet de loi et d'ordonnances visant la SNCF.** Vous pouvez trouver le texte complet sur notre site internet.

**Signez la pétition pour l'avenir du service public nationalisé SNCF :**

<http://snf-stop-concurrence.fr/>

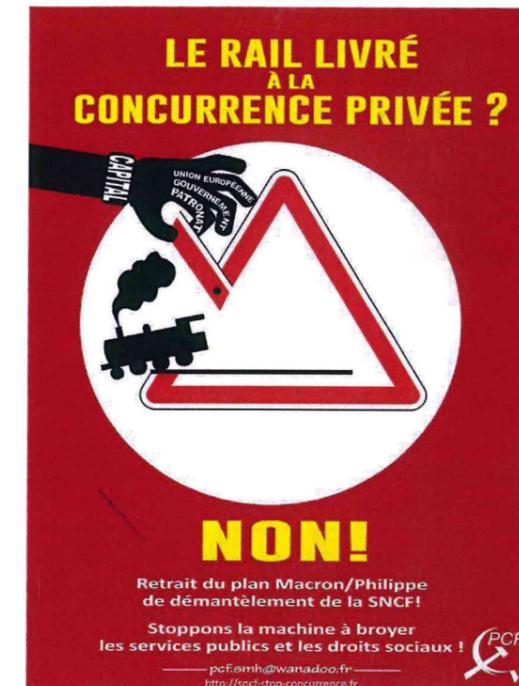
## Mettre KO le « pacte ferroviaire » de casse sociale et de privatisation par la concurrence !

**La lutte actuelle des agents d'EDF et du gaz, pour un bilan de 15 ans de libéralisation, vient souligner la gravité de la menace de transformation des EPIC SNCF en SA.** La porte ouverte vers la privatisation détruit, dès le départ, les emplois et le service public. Le maintien d'un semblant de cadre social commun n'y change rien.

Sans même évoquer les catastrophes à l'étranger, dans les pays où le service public était fort, l'opinion française n'a qu'à constater les dégâts dans l'énergie, les services postaux, le fret ferroviaire etc.

La résistance à la concurrence ne peut s'imaginer qu'au plan national et non dans les régions qui relaient les pressions sur le service public et les conditions de travail.

Pour gagner sur le fond, notamment après la « *vot'action* », **le mouvement cheminot a raison de remettre au centre le rejet de la mise en concurrence comme point principal !**



### « *Vot'action* »

Le mouvement cheminot s'est intelligemment appuyé sur l'action des salariés et des syndicats d'Air France pour réaffirmer sa force sur le fond. La « *Vot'Action* » a donné un résultat éclatant. Elle établit l'opposition ultra-majoritaire des cheminots au « pacte ferroviaire ». 95% ! Elle a replacé la lutte sur le fond : statut, transformation en SA, concurrence. **Elle a ouvert la voie à un nouvel élargissement du mouvement et de la grève .**

La bataille pour l'avenir de la SNCF n'est vraiment pas que l'affaire des cheminots !

La sympathie pour leur grève ne suffit pas. Nous ne sommes pas pour la « grève par procuration ».

**Nous vous proposons d'agir, autour de vous, dans vos entreprises, en partant de vos revendications face à la politique au service du patronat.**

**Communistes, toute notre énergie est dévouée à la construction des convergences de luttes autour, à ce moment, de la locomotive cheminote. Dans les semaines qui viennent, des actions collectives majeures peuvent être envisagées.**

Depuis deux mois, les communistes de Saint-Martin-d'Hères et de plus en plus d'organisations du PCF diffusent et font signer, dans ce sens, la pétition pour « l'avenir du service public nationalisé SNCF », contre la remise en cause du statut, la transformation des établissements publics SNCF en sociétés anonymes, la casse du monopole SNCF des trains de voyageurs.

Nous continuons à aller dans les quartier, vers les usagers, dans les entreprises !

**C'est dans le développement de la grève et dans la convergence des luttes que l'avantage politique des cheminots en action peut se transformer en victoire, par KO, face au gouvernement. Les possibilités et les attentes sont énormes, malgré le matraquage médiatique.**

## Exemple de l'ouverture à la concurrence de l'Énergie

### L'ouverture à la concurrence rime toujours avec l'augmentation des tarifs !

-Electricité : hausse des tarifs de plus de 40% depuis 2004  
-Gaz : hausse des tarifs de plus de 80% depuis 2005).  
Ça ne fait que commencer !

### L'ouverture à la concurrence rime toujours avec les suppressions d'emplois :

moins 5 000 emplois d'ici 2019 à EDF !

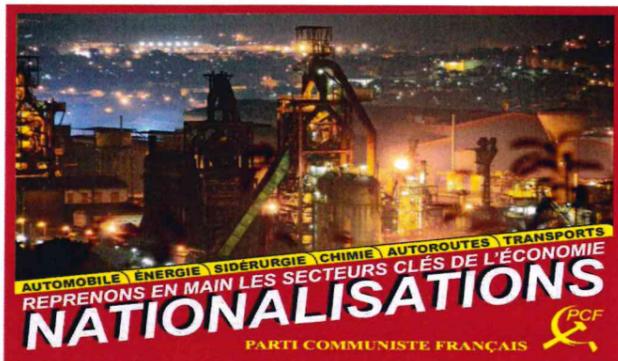
### L'ouverture à la concurrence rime toujours avec la baisse de la sécurité pour nous tous :

C'est pour cela que nous nous opposons à la privatisation des barrages ! En Isère, nous parlons de 7 grands barrages hydrauliques sur des cours d'eau qui convergent sur l'agglomération grenobloise.

### Toutes les installations de gaz et d'électricité sont à nous !

Elles ont été construites par l'argent public et par les factures des usagers. Elles nous appartiennent. Elles sont complètement amorties. L'usager n'a donc plus à supporter cette charge.

**La satisfaction des besoins des usagers et la sécurité de la production d'électricité et de gaz passent par la renationalisation et le monopole public d'une entreprise nationale (EDF et GDF).**



## General Electric-Hydro, ex Alstom-Neyrpic !

**Jamais un mot d'ordre de nationalisation n'a eu autant de sens !**

Le savoir-faire irremplaçable des salariés l'usine de Grenoble, est à l'origine de 25% des installations hydrauliques mondiales, dont la plus grande centrale électrique du monde : le barrage des Trois gorges en Chine. La notoriété de Alstom/GE-Hydro tient à la capacité du site à apporter toutes les garanties nécessaires en termes de sécurité d'utilisation, de fiabilité et de rendement. Sur ce site les fonctions d'ingénierie travaillent avec la chaîne de production, il s'agit d'une richesse à protéger.

**Pour nous communistes, l'Etat est directement responsable.** La solution passe par **l'annulation immédiate du plan de suppressions d'emploi et le maintien du niveau de production de l'usine.** Elle passe par une politique de consolidation de la filière et la formation professionnelle d'ouvriers qualifiés. **Elle passe par la nationalisation démocratique, sous contrôle populaire, sans cadeau aux patrons liquidateurs de la conception et production Grenobloise et d'ailleurs.** Les salariés de GE et Alstom, les populations, les usagers d'EDF, des transports etc représentent une grande force de mobilisation. La bataille est à lier à celle contre la privatisation des barrages d'EDF, au nom de l'UE, à la casse du service public de l'énergie. *(Voir notre pétition).*

## Lutter contre la casse des services publics de proximité par la mise en place des métropoles



**La métropole met en œuvre une casse des services publics de proximité sans précédent.** Le transfert de compétences des communes vers les métropoles voit une centralisation des services qui a de lourdes conséquences sur la qualité du service rendu aux usagers, les conditions de travail des agents territoriaux. L'UE, construite pour servir les capitalistes, ne reconnaît ni nos services publics, ni le Statut des fonctionnaires. Elle met en concurrence les services et les travailleurs d'une région face à une autre, les travailleurs d'un pays contre un autre.

### La métropolisation / régionalisation

permet de mener l'offensive contre les acquis sociaux, la souveraineté des nations et les services publics français d'une qualité incontestable qui assurent la satisfaction des besoins, des travailleurs, sans recherche de profit.

**Luttons contre la casse des services publics de proximité par la mise en place des métropoles, maillons de l'Europe des régions, impulsée par les gouvernements des pays de l'Union européenne du capital.**

**Communistes, nous condamnons la marche forcée vers la métropole. Nous nous opposons clairement contre le transfert de compétences. Nous militons pour le maintien et le développement de nos services publics municipaux, pour des emplois statutaires. Seul le rapport de force, la lutte, nous permettront de gagner !**

**Nous sommes pour une coopération choisie, mutuellement avantageuse, entre les communes, dans l'intérêt des travailleurs** et nous condamnons les métropoles institutionnalisées.

Elles sont clairement orientées contre la population. Nous faisons le lien entre la qualité des services publics et la façon dont sont traités les fonctionnaires qui les servent. Nous sommes opposés à la casse du Statut des fonctionnaires d'Etat comme de celui des territoriaux.

**C'est pour cette raison que nous défendons les régies publiques avec des agents sous Statut** contrairement aux SPL (Société Publique Locale) avec des salariés de droit privé.

## Pour un retour en régie publique du service de l'eau !



Nous, communistes, avons dénoncé à l'époque, le transfert de compétence des municipalités à la métropole et notamment le transfert du service public de l'eau.

Une fois de plus, c'est la population qui paie le prix fort. L'augmentation du prix de l'électricité, du gaz et de l'eau est insoutenable. Certains foyers ne peuvent pas subvenir à leurs besoins !

Plus que jamais les usagers doivent se mobiliser pour un meilleur accès à l'eau, un besoin vital ! C'est pourquoi, nous réclamons :

**- Le retour en régie municipale, pour la satisfaction de ce besoin élémentaire, pour un accès au service de l'eau de meilleure qualité.**

**- Une baisse générale des prix du m<sup>3</sup> d'eau.**

**- La suppression des frais d'accès au service public de l'eau qui servent notamment à financer la société de recouvrement.**

**- Une tranche supplémentaire de 100 à 240 m<sup>3</sup> pour une consommation plus progressive.**

## L'Ecole sous tutelle du Medef : c'est NON !

Par la contre réforme des lycées, celle du baccalauréat et les suppressions de postes qui en découlent, la sélection à l'université et plus généralement la dégradation des conditions de travail des fonctionnaires par l'attaque du Statut et le développement de la contractualisation, la dégradation des conditions de vie (absence de solution pour le logement étudiant) et d'études de la jeunesse, c'est tout le système éducatif qui est attaqué mais qui reproduit, cependant, déjà les classes sociales.

Par le désinvestissement de l'État dans les collèges, les lycées, l'université, la prise de contrôle des entreprises sur les filières, le processus de privatisation du service public de l'éducation est déjà en cours. Les mesures actuelles n'en sont que la continuité.

**Le recul social ne se négocie pas, il se combat !**



Également, le développement et l'assouplissement de l'apprentissage remettent en cause la formation professionnelle sous statut scolaire. C'est l'exploitation renforcée de nos jeunes, bien avant 16 ans. C'est le retour du travail des enfants en France, une main d'œuvre fragile et à bas prix pour le patronat. Cela sous le masque trompeur de lutte contre le chômage et de formation qualifiante. Le travail de casse des garanties collectives menées par les Ordonnances se poursuit !

**C'est pourquoi, en nous opposant à ces contre-réformes dans l'Éducation et aux lois anti-sociales actuelles, nous luttons, dans le même temps, contre le système capitaliste. Pour que l'Éducation ne soit pas l'apprentissage des compétences utiles au patronat mais un outil émancipateur pour la jeunesse !**



## Les convergences entre hospitaliers et cheminots ? Elles ne sont pas dures à trouver !

Les luttes des hospitaliers et des cheminots ne sont pas catégorielles mais défendent le service public. L'attaque contre les statuts cheminot et fonctionnaire hospitalier (et fonctionnaire en général) est similaire. Elle rentre dans une politique globale de précarisation, de déqualification et de dévalorisation des emplois et des missions.

Ce que combattent les cheminots, face aux « réformes ferroviaires » : journée à rallonge, remise en cause des temps de repos etc... c'est exactement le plan de casse de l'hôpital public contre lequel se sont mobilisés les hospitaliers en 2014.

Et maintenant, c'est encore une politique de casse de l'hôpital public. Bien sûr, parce qu'il est le verrou à la remise en cause générale du statut de la fonction publique hospitalière, à la généralisation de l'embauche de contractuel, etc...

Comme c'est une politique de casse des administrations publiques (FP, Inspection du travail, EN, etc..) et des services publics de proximité à travers la mise en place des métropoles.

Enfin, la concurrence que l'on veut imposer au service public SNCF, notamment régionale, c'est celle que l'hôpital public subit notamment via les pouvoirs renforcés des ARS.

Toujours pomper plus de moyens publics. Détourner les missions les plus rentables vers le privé. Faire pression toujours plus sur les salariés.

Tout cela sans parler de l'attaque globale contre tous les régimes de retraite, que le gouvernement, soulignons-le, est obligé de reporter à l'an prochain tant il redoute la conjonction des luttes avec les cheminots.

Les 26 jours de grève et les trois mois de lutte n'ont pas atteint la détermination des cheminots. Ils sentent que le pouvoir est incapable de gagner sur le fond.

**Hospitaliers, agents des autres versants de la Fonction Publique, autour, à ce moment, de la locomotive cheminote, nous devons, nous pouvons construire nos luttes convergentes en y portant nos revendications communes !**

## La convergence des luttes pour stopper le massacre de Macron !

La droite l'a préparé, Hollande et son homme de main Macron l'ont commencé. Macron, président, espère le finir. Il est l'homme mis en place par et pour les riches. Son objectif est de réaliser la contre-révolution anti-sociale tant rêvée par la classe dominante en France qui n'a jamais accepté nos conquêtes sociales.

Depuis des années et pour détruire le mouvement ouvrier de masse, les gouvernements successifs s'attaquent aux travailleurs les uns après les autres.

**Soyons des travailleurs conscients et organisons la lutte tous ensemble sur nos revendications catégorielles et sur nos revendications convergentes. La rupture politique et la victoire pour les travailleurs : faire reculer Macron, passe par les luttes et uniquement par les luttes !**

**Après avoir vidé une partie des protections des salariés du privé, Macron compte liquider le Statut des cheminots et celui des fonctionnaires. Avec l'augmentation de la CSG et le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu en 2019, il finalise la destruction de la Sécurité Sociale et il compte s'attaquer à nouveau aux retraites dès 2019.**

**Agents des 3 versants de la fonction publique, cheminots, salariés du privé, privés d'emplois, retraités :** Les forces existent comme en 1995 où tous ensemble nous avons gagné le retrait du plan Juppé.

Aujourd'hui, pour les 50 ans des luttes des travailleurs dans l'unité de mai 1968 où toutes les usines et lieux de travail étaient occupés par les salariés, nous avons les forces pour stopper le massacre de Macron qui finalise toutes les contres réformes des gouvernement précédents de droite comme de gauche.

**Ne nous laissons pas diviser sur de faux semblants, il n'y a pas de privilégiés, il n'y a que des travailleurs face au patronat état ou privé !**

Le projet de Macron/Philippe parachève la casse du service public ferroviaire qu'il a commencé sous Hollande avec le décret socle de 2016 (lié à El Khomri) combattu par les cheminots ! N'espérons pas avec cette mise en pièce que le service ferroviaire répondra aux besoins des usagers. Par son ouverture à la concurrence et donc sa privatisation, s'en suivra automatiquement une dégradation du service rendu, une augmentation exorbitante des tarifs (déjà trop chers) et une exploitation accrue des cheminots pour remplir toujours plus les poches des futurs nouveaux barons du rail ! Cette ouverture à la concurrence orchestrera le dumping social pour tirer vers le bas tous les salariés du rail. Cheminots, salariés de tous les secteurs et usagers n'ont rien à gagner au nivellement par le bas et à la déréglementation généralisée.

**Les fonctionnaires ne sont pas des privilégiés non plus.** Leurs salaires sont bas. Ils stagnent depuis 2000 avec la mise en place des lois Aubry qui ont institutionnalisés l'annualisation du temps de travail et les 35h (35h bientôt mortes avec El Khomri transformées en 40h) : Que de reculs ! Après plus de 250 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires déjà subis, Macron va en supprimer encore 120 000. Après de telles saignées, comment voulez-vous que fonctionnent correctement les services publics : postes, impôts, éducation nationale, hôpitaux, inspection du travail (DIRECCTE), CAF, etc ??? Ils sont tous bancales et ne tiennent que par la conscience professionnelle des fonctionnaires qui les servent.

**Pour gagner sur nos revendications immédiates, construisons ensemble le rapport de force. Communistes, nous affirmons que la montée des luttes et leurs convergences portent les perspectives immédiates de rupture politique favorables aux travailleurs.**

## Pour la paix : combattre le colonialisme, l'impérialisme sous toutes ses formes d'où qu'ils viennent !

1 AVION RAFALE = 150 MILLIONS D'€  
SOIT 12 000 SMIC ANNUELS NET

**DE L'ARGENT  
POUR LES  
SALAIRES**

**PAS POUR  
LA GUERRE**



**PARTI  
COMMUNISTE  
FRANCAIS**

### Frappes occidentales contre la Syrie : une condamnation

1925 : la France colonialiste bombarde Damas

2018 : la France impérialiste, suppôt des USA, bombarde la Syrie... Ces frappes aériennes sont des actes de guerre contre un Etat souverain.

D'Afghanistan en Irak : l'expérience a été faite des « fake news » impérialistes.

Cette guerre internationale en Syrie est inquiétante dans le cadre des tensions mondiales entre un bloc mené par les Etats-Unis (pays de l'UE, Japon ...) et un bloc dominé économiquement par la Chine et la Russie. Les manœuvres militaires s'intensifient dangereusement de part et d'autre. Cet engrenage guerrier peut mener au pire.

### Palestine

Communistes, nous avons été, dans le passé, aux côtés du peuple algérien dans sa lutte pour son indépendance, nous sommes, aujourd'hui, aux côtés du peuple palestinien dans sa lutte contre la politique de colonisation et d'apartheid poursuivies par l'État d'Israël, soutenu par les puissances impérialistes, dont la France.

Communistes, nous affirmons que la cause du peuple arabe de Palestine est juste, ses droits sont légitimes ; ils sont inscrits dans les résolutions des nations unies concernant le problème palestinien : droit pour le peuple palestinien de recouvrer les droits dont Israël l'a spolié depuis 1948, retour des réfugiés sur leurs terres et dans leurs foyers, droit du peuple palestinien à disposer de lui-même et de se déterminer librement.

### Henri Alleg

« L'anticolonialisme, aujourd'hui, c'est le refus de toute réécriture officielle du passé colonial. C'est le combat contre la soumission des peuples au nom d'idées fausses, comme la prétendue supériorité de telle civilisation sur telle autre. Cela implique de se situer sans restriction du côté des peuples qui luttent pour leur liberté. Sans se laisser bernier par des arguments fallacieux visant à justifier, au nom des droits de l'homme, des positions de force des anciens propriétaires de la terre coloniale. On ne peut pas exclure de ce combat la lutte des Palestiniens. C'est aussi un problème colonial. »

le 9 janvier 2011, à Saint-Martin-d'Hères



Plus que jamais, nous militons et nous appelons à participer à toutes les initiatives pour :

**-Un soutien au peuple yéménite martyrisé**

**-Notre condamnation de la politique de l'État d'Israël, de guerre, d'oppression et de colonisation, de son soutien par les autorités françaises.**

**-L'arrêt immédiat des opérations militaires françaises à l'étranger, de la fermeture des bases militaires à l'étranger, du rapatriement de tous les soldats français.**

**-La sortie de la France de l'OTAN et de toute forme d'Europe de la défense.**

**« L'argent pour l'école, pour l'hôpital, pour le développement et la coopération, pas pour la guerre ! »**

## Réaffirmer la nécessité de rupture avec l'UE du capital

Le rapport de force existe, au plan des pays, pour refuser l'application des directives, contester l'instrument de domination supranationale qu'est l'euro, rejeter l'UE du capital et la mise en concurrence des peuples qu'elle implique, la perspective de guerre impérialiste dans laquelle elle place notre pays. L'Union Européenne n'est rien autre qu'une alliance impérialiste, union politique, économique et idéologique des bourgeoisies et ses directives qui écrasent les peuples.

### L'Europe sociale : un leurre !

Voilà pourquoi, nous dénonçons toute illusion d'Europe sociale par sa réorientation ou sa refondation, comme nous dénonçons la volonté de Macron de plus de souveraineté pour l'UE porteuse d'intégration renforcée et d'Europe fédérale capitaliste. Nous dénonçons le raccourci mensonger de Macron plus de souveraineté pour l'UE ou plus de nationalisme.



### Rupture avec l'UE !

A cet effet, sans pour autant porter le mot d'ordre de sortie de l'UE du capital comme préalable à toute avancée pour les travailleurs sur la bourgeoisie, Communistes, **nous déclarons que pour combattre l'UE, il faut sortir de l'Euro, l'outil économique de l'UE et combattre pied à pied toutes les directives d'ouverture à la concurrence, de mise en concurrence des travailleurs et de casse de nos acquis sociaux.** Ainsi nous pourrons, par les luttes, gagner des ruptures avec l'UE du capital destructrice de tous les acquis des travailleurs.

**Pour nous, communistes, la priorité absolue est l'efficacité de la lutte de classe des travailleurs et nous affirmons qu'elle est plus efficace organisée dans le cadre national. Nous sommes attachés à la défense des intérêts des travailleurs, du prolétariat, contre ceux du capital, contre toute forme d'oppression et d'exploitation. N'en déplaise à Macron cette position n'a rien à voir avec du nationalisme !**

# Macron, pas touche à la retraite par répartition !

**Du travail pour les jeunes !  
Retraite à 60 ans !**

**37,5 annuités  
c'est bien suffisant !**

Nous affirmons que, plus que jamais, la montée des luttes et leurs convergences par l'unité d'action des travailleurs pour les revendications immédiates portent les perspectives de rupture politique et le rapport de force favorables aux travailleurs.

Communistes, nous sommes déterminés à lutter et à organiser les travailleurs pour conduire les masses vers la Victoire : la rupture révolutionnaire avec la société capitaliste, l'appropriation des moyens de productions, pour une société de mise en commun des moyens de production, d'échange et de financement, dans laquelle le pouvoir politique et économique serait exercé par les travailleurs pour les travailleurs : le Socialisme.

## Bulletin d'Adhésion au Parti Communiste Français

**Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec l'Union Européenne du capital,**

**Rejoignez les communistes de Saint-Martin-d'Hères et adhérez au PCF**

Nom et Prénom .....

Adresse .....

Messagerie .....

Téléphone.....

**A retourner à l'adresse :**

**PCF Section de Saint Martin d'Hères – 6 rue Gérard Philippe – 38400 SAINT-MARTIN D'HERES  
Permanence tous les lundis de 15h30 à 18h ou par mail : pcf.smh@wanadoo.fr**

# Macron, pas touche à la retraite par répartition !

**Du travail pour les jeunes !  
Retraite à 60 ans !**

**37,5 annuités  
c'est bien suffisant !**

Nous affirmons que, plus que jamais, la montée des luttes et leurs convergences par l'unité d'action des travailleurs pour les revendications immédiates portent les perspectives de rupture politique et le rapport de force favorables aux travailleurs.

Communistes, nous sommes déterminés à lutter et à organiser les travailleurs pour conduire les masses vers la Victoire : la rupture révolutionnaire avec la société capitaliste, l'appropriation des moyens de productions, pour une société de mise en commun des moyens de production, d'échange et de financement, dans laquelle le pouvoir politique et économique serait exercé par les travailleurs pour les travailleurs : le Socialisme.

## Bulletin d'Adhésion au Parti Communiste Français

**Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec l'Union Européenne du capital,**

**Rejoignez les communistes de Saint-Martin-d'Hères et adhérez au PCF**

Nom et Prénom .....

Adresse .....

Messagerie .....

Téléphone.....

**A retourner à l'adresse :**

**PCF Section de Saint Martin d'Hères – 6 rue Gérard Philippe – 38400 SAINT-MARTIN D'HERES  
Permanence tous les lundis de 15h30 à 18h ou par mail : pcf.smh@wanadoo.fr**